

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Date : 16/10/2026

Thierry Repentin a reçu une délégation de lycéens chambériens : « On est lycéens, mais aussi citoyens »



Crédit : Ville de Chambéry

Le mardi 13 octobre 2026, à l'invitation de la municipalité, une délégation de lycéennes et lycéens des lycées Monge, Louis-Armand et Vaugelas a été reçue en mairie par Thierry Repentin, maire de Chambéry, Sara Rotelli, adjointe au maire*, et Cristina Virone, conseillère déléguée**. Parmi ces lycéens figuraient plusieurs manifestants du mouvement social en cours et membres des conseils de la vie lycéenne de leurs établissements. A l'heure où la mobilisation lycéenne se poursuit, cette rencontre s'est tenue dans le cadre neutre de l'hôtel de ville et a permis un échange libre et approfondi sur le fond des revendications.

« Nous avons souhaité prendre le temps d'un échange avec ces jeunes, en dehors du contexte des manifestations. Je les remercie pour la sincérité, le recul et la responsabilité de leurs propos. Les lycéens s'expriment sur leurs conditions d'apprentissage et leur place dans notre société. J'ai été frappé par la très grande maturité de leur expression : ils et elles veulent d'abord apprendre à être des citoyens à part entière. Les jeunes que nous

avons rencontrés ont une parole qui est très éloignée des images de tensions diffusées par certains médias et responsables politiques. Notre responsabilité est d'entendre les revendications de fond exprimées par les lycéens et d'engager le dialogue. Ils et elles sont de jeunes citoyens qui doivent être écoutés : leur parole est légitime », souligne Thierry Repentin.

* Madame Sara Rotelli est adjointe au maire de Chambéry, chargée de l'éducation et des politiques en faveur des enfants et des jeunes.

** Madame Cristina Virone est conseillère municipale déléguée à la jeunesse, aux conventions citoyennes et aux conseils de quartier.

Au cours de l'échange, les lycéens ont regretté que le traitement médiatique et politique du mouvement se concentre sur les violences et les débordements, qu'ils dénoncent unanimement, au détriment de leurs revendications. « *Quand on parle de blocus, on parle de violences, de feux de poubelles, et on ne parle pas de nos revendications* », résume l'un d'eux. Soucieuse d'un débat démocratique serein, la municipalité souhaite relayer l'expression de ces jeunes.

Des journées trop chargées

Les lycéens dénoncent des emplois du temps très lourds, avec des journées qui s'étendent de 8 h à 18 h, parfois au-delà. Ils pointent aussi une mauvaise répartition des cours dans la semaine. Les heures creuses hachent le rythme des journées et obligent à commencer tôt ou à finir tard. « *Le lundi, j'ai cours de 8 h à 18 h 30, avec 3 h 30 de trou* », témoigne l'un d'eux. Pour les élèves qui viennent de l'Avant-Pays savoyard, les transports allongent encore ces journées, car leurs horaires sont souvent mal adaptés à ceux des cours. « *Je rentre chez moi à 19 h 45* », témoigne une lycéenne. Il en résulte un manque de sommeil et des arbitrages difficiles : « *On choisit entre vie sociale, sport, devoirs ou sommeil*. » La pause méridienne est également jugée trop courte, en raison de l'organisation des emplois du temps mais aussi des files d'attente au restaurant scolaire.

Des conditions d'apprentissage à améliorer

Les lycéens pointent des effectifs trop élevés : « *35 élèves par classe, ce n'est agréable pour personne* ». Ils appellent à revaloriser le métier d'enseignant, car la motivation des professeurs se répercute directement sur celle des élèves. Ils regrettent aussi l'instabilité des politiques éducatives : « *On va de réforme en réforme. On voit défiler 7 ministres différents en 4 ans seulement, on aimerait un ministre qui comprenne vraiment ce que c'est le quotidien des jeunes*. »

Parcoursup, une source de vive inquiétude

« *On est beaucoup moins stressés par le bac que par Parcoursup*. » Les lycéens décrivent une pression constante et un système qu'ils comparent à une « boîte noire ». Ils peinent eux-mêmes à le comprendre et à l'expliquer à leurs familles. Ils regrettent que l'obtention du baccalauréat ne garantisse plus une place dans l'enseignement supérieur. Ils estiment aussi que leur adresse détermine trop souvent leur lieu d'études. Ils souhaiteraient une plus grande liberté de mobilité dans la poursuite de leur parcours. Ils demandent la suppression de la plateforme et davantage de transparence dans l'accès aux études supérieures.

2

Comprendre la société et apprendre la citoyenneté

Les lycéens souhaitent des enseignements davantage tournés vers la vie quotidienne et les grands enjeux de société : démarches administratives, déclaration d'impôts, gestion d'un budget, intelligence artificielle, écologie. « *Beaucoup d'étudiants ne savent même pas comment demander les APL* », relève l'un d'eux. Ils demandent des apprentissages numériques plus concrets et des programmes actualisés. Ils insistent sur l'importance de l'éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité, en particulier sur la notion de consentement. Ils appellent enfin à revaloriser l'enseignement moral et civique : « *C'est comme ça qu'on apprend à être un bon citoyen* ».

Une parole lycéenne à reconnaître

Les lycéens siègent dans les instances de leurs établissements, comme les conseils de la vie lycéenne et les conseils d'administration. Ils disent pourtant ne pas toujours s'y sentir considérés : « *On nous donne des responsabilités, mais ensuite on ne nous écoute pas*. » Et encore : « *On nous demande d'être des adultes, mais quand on prend de la place, on nous remet à la place d'enfants*. » Ils regrettent aussi que la couverture médiatique de leur mobilisation se concentre sur les incidents : « *Quand on parle de blocus, on parle de violences, de feux de poubelles, et on ne parle pas de nos revendications*. »

Porter la parole des jeunes au niveau national

« Les lycées relèvent de la compétence de la Région et l'Education nationale de l'Etat, mais ces lycéens sont aussi de jeunes citoyens de nos communes. Dans la République, il existe des lieux où leur parole peut être portée et c'est aussi le rôle du maire d'assurer ce relai. Je demande aux autorités compétentes de tenir compte de la parole des jeunes : ce sont nos enfants et l'avenir de notre société. J'invite également les médias à leur donner la parole : ces jeunes qui font preuve d'une grande maturité ont beaucoup à dire, bien loin des caricatures et des instrumentalisations. Enfin, j'appelle à la plus grande retenue de part et d'autre : aucune violence n'est tolérable, d'où qu'elle vienne. Dans notre pays démocratique, la liberté de manifestation est un droit fondamental. », déclare Thierry Repentin.

Pérenniser le dialogue avec la jeunesse chambérienne

À l'issue de la rencontre, les lycéens ont exprimé le souhait de se retrouver régulièrement pour échanger sur les sujets qui les concernent dans la ville. Ils ont proposé la création d'une assemblée des jeunes à Chambéry.

« Nous allons poursuivre ce dialogue avec les jeunes de Chambéry. Nous définirons avec eux les conditions dans lesquelles des assemblées de jeunes pourront se tenir. L'objectif est de pérenniser un cadre qui leur permette de participer à la vie de la cité, de s'y investir et d'être reconnus comme des citoyens à part entière », concluent le maire, Sara Rotelli et Cristina Virone.

La Ville de Chambéry se tient à la disposition des médias qui souhaitent entrer en contact avec ce collectif de jeunes, issus de plusieurs lycées de la ville.

Contact presse : service communication de la Ville de Chambéry
04 79 60 23 05 – relations-presse@mairie-chambery.fr